






- Participer
- Débats participatifs
- Autres débats
- Voir les dernières contributions
- Dernières contributions les plus approuvées
- Synthèses des débats**
- Soutenir
- Adhérer en ligne
- Témoignez en vidéo
- Messages de soutien
- Agir en ligne
- Flux RSS
- Ségolène Royal
- Fil actualité
- Dossiers
- Vidéos
- Discours et interviews
- Ce que j'ai dit sur...
- Agenda
- Biographie
- Comités locaux
- Trouver un comité local et dialoguer dans votre région
- Débats locaux participatifs
- Contacts
- Blogosphère
- L'actualité des blogs
- Créer son blog
- Partage de liens
- Blogs de soutien
- Blogs de ressources
- Blogs thématiques
- La Lettre
- S'abonner
- Archive des éditions
- Liens
-  Le site du Parti Socialiste
-  MJS Mouvement des Jeunes Socialistes
- le Projet du PS : Réussir ensemble le changement
-  Parti Radical de gauche
- Chèvènement.fr

Participer aux débats

Synthèses des débats

La France dans le Monde

Synthèse du débat au 10 février 2007

Le débat donne des pistes sur les réorientations et les améliorations jugées nécessaires ou indispensables, pour que la France pèse dans le monde.

Arrêtons le pessimisme, reprennent en cœur de nombreux intervenants. Il faut croire en la France et en ses capacités.

Il faut une France sûre d'elle-même, capable d'agir pour l'intérêt européen et mondial. Il faut une France intégrée et ouverte. La France ne réussira pas seule, le constat est unanime. La France doit s'appuyer sur l'Europe mais pas sur n'importe quelle Europe.

L'espoir est de « bâtir un grand projet pour 2007 qui serait capable de rassembler tous les citoyens de ce pays » (nicomaz)

La France n'est rien sans l'Europe (jespar, emlyd2207, Jacques bientôt 80 ans).

L'appel à un discours de vérité est réclamé. « La vérité, même si elle est dure à dire, ne ferait pas forcément fuir les électeurs » explique par exemple Simon Dumas, « au contraire, elle pourrait permettre de rétablir la confiance, qui est la base de tout. Ensuite, il serait temps d'expliquer (vraiment) pourquoi l'Etat français ne peut pas tout et pourquoi il faut nous dépêcher de construire l'Europe » .

1. Nos atouts et nos faiblesses

Les internautes cement sans pessimisme ni autosatisfaction les forces et les faiblesses de la France.

Un constat est partagé par beaucoup comme Louis de Anfrasio : « la France est actuellement peu écoutée en Europe et dans le monde ». Il faut descendre de notre piédestal (JulienG) ; notre pays doit donner une image plus modeste (Olivier T). La France est perçue comme un pays qui vit sur son passé (Serge).

En fait, la France souffre d'une perte de crédibilité dans le monde (son « modèle » montre des limites, chômage élevé, dette en hausse constante, panne d'innovation).

Le pays traverse une crise d'identité pour françaisalex, qui rappelle le syndrome virginien, cet Etat américain dépassé par l'évolution des Etats-Unis d'Amérique. « L'urgence est au dialogue et à la réflexion » pour Florence2701, « nous avons besoin d'explication, d'une vision pour savoir où nous allons. Nous n'avons même plus la foi de regarder devant nous, la réalité nous accable sans que notre impuissance ne nous dérange ».

La promotion de la France, de sa culture et de sa langue est essentielle. Pour renforcer la place de la France dans le monde, les politiques doivent avoir le souci permanent de son rayonnement. Les élus doivent promouvoir la culture et la langue françaises à l'étranger. Il faut des mesures « offensives » et pas uniquement « défensives ». L'augmentation des moyens (bourses, lycées français à l'étranger, médias) est un passage obligé, un investissement pour le futur.

Il est souligné que le réseau des établissements français à l'étranger est

Inscrivez-vous à "La Lettre"
 Email
 Code postal >

Voir aussi...

• Etat d'avancement des débats locaux dans toute la France

Synthèses participatives

impliquez-*vous*

dans l'exploitation des débats en ligne pour nourrir la campagne

> cliquez-ici

Dernières mises à jour

- **Ségolène Royal à Villepinte** [Actualités]
- **Grande réunion autour de Ségolène Royal aujourd'hui au parc des expositions de Villepinte** [Actualités]
- **Environnement et codéveloppement** [Ce que je retiens]
- **Bâtir les protections sociales de demain** [Ce que je retiens]
- **Des régions efficaces et solidaires : quelles réformes ?** [Actualités]

Liste complète des mises à jour

Verbatims

- ★ ★ ★ ★ ★
Re: Oreillette
par commingeois le 12/02 à 17:29
 bonjour moi j'ai vu l'oreillette , confirmer par la vidéo de tf1
- Mariage et adoption pour tous**
par alexlatinman le 12/02 à 17:26
 Ce thème 87 est assez large pour comprendre le mariage et l'adoption par les homosexuels, comme en E...
- Re: LCI TF1**
par commingeois le 12/02 à 17:25
 Suis d'accord avec vous A nous de faire du porte à porte que comme moi, non adhérent du PS La vrai...
- ★ ★ ★ ★ ★
Re: "Le Pacte Royal" à 17 H 50 chez Calvi
par lekunfy le 12/02 à 17:25
 qui sont les invités? Si il y a un homme politique, j'espere que ce sera un socialiste ou un prg!
- ★ ★ ★ ★ ★
Re: TRAVAILLER PLUS POUR GAGNER PLUS
par claire93 le 12/02 à 17:25
 ça m'énerve ce slogan : Travailler plus pourquoi? Gagner plus.... Pourquoi? Consommer plus.... Po...

important dans le rayonnement de la France. Et, ainsi que l'observe Javier Casas, il y a de véritables réussites comme la qualité du collège franco-péruvien de Lima, qui prépare à des études supérieures en France. Il est cependant constaté que, pour des raisons de coût, plusieurs centres culturels français à l'étranger ont été fermés.

La francophonie doit faire l'objet d'une véritable attention, c'est essentiel pour bon nombre de contributeurs qui n'hésitent pas à faire des propositions concrètes dans ce sens.

Pour **kamara31**, il faudrait ainsi soutenir la proposition de Chirac qui était de créer un moteur de recherche performant innovant pour Internet car il y a un très gros danger, nous sommes tributaires de Google essentiellement qui est un super moteur de recherche à but lucratif, et américain.

Ce serait un atout majeur pour le rayonnement et la promotion de la francophonie. Sur ce moteur, il faudrait séparer la recherche des sites marchands et des sites à vocation culturelle avec recherche thématique.

Cependant, certains internautes sont hostiles à la francophonie estimant que c'est une forme de repli sur soi et que croire à un retour de la langue française comme langue internationale est utopique.

Toujours dans le but de redonner à la France une image dynamique et moderne, **Gegemois** propose d'investir massivement dans des secteurs où la France a un réel avantage et d'ores et déjà une longueur d'avance : le tourisme, le bâtiment, l'environnement, la médecine (il souligne que nous allons avoir de plus en plus de personnes âgées), la culture et la finance.

, **Gegemois** affirme que l'argent doit être considéré comme un instrument de travail au service de l'investissement et du développement économique. Il préconise d'encourager la création d'établissements financiers ayant pour but de stimuler l'esprit entrepreneurial et la création d'entreprises. Enfin, il recommande de ne pas abandonner les secteurs vitaux nous permettant de sauvegarder notre autonomie en cas de crise majeure internationale.

Politique culturelle

Dada dénonce l'absence de politique culturelle d'envergure et prend l'exemple de la création du Louvres II à Abu Dhabi qui est, selon lui, néfaste et empêche la France de rayonner comme par le passé. Il dénonce la mise au Mont de Pitié des joyaux culturels français.

La plupart des internautes préconisent une véritable politique culturelle de grande envergure qui passerait notamment par des opérations de communication. **Sam** propose de lancer une campagne mondiale pour la promotion du rayonnement culturel de la France. Pour contribuer à ce rayonnement, le même contributeur suggère plusieurs mesures :

- Revaloriser le statut des intermittents du spectacle
- Aider la création artistique des jeunes
- Rattraper le retard dans la création/ diffusion culturelle sur le web.

JBG propose une université francophone sur internet.

Même dans les pays francophiles, les structures ne sont pas à la hauteur, comme l'indiquent bonnefoi ou directeurachats à propos de la Roumanie, de la Russie, de la Serbie...

★★★★★

Bonne note à Antenne 2 et FR3
par *Henri Diacono* le 12/02 à 17:24
J'ignore si telle était l'intention des deux chaînes de télévision généraliste nationales (donc non ...

Favorisez et contrôlez la négociation dans les petites entreprises.

par *JFP* le 12/02 à 17:23
Le dialogue se passe en général assez bien dans les petites entreprises. a condition que le dirigeant...

★★★★★

Re: Cents fleurs.
par *r.chabault@gmail.com* le 12/02 à 17:22

On ne peut qu'approuver ces paroles, en effet elle nous rend confiants dans l'avenir. Merci pour ces...

★★★★★

magifique discours de villepinte mais comment...

par *bugarel* le 12/02 à 17:22
félicitations pour ce magnifique exposé de ce projet républicain. Mais compte-tu financer toutes ces ...

★★★★★

Re: Merci Ségolène
par *roger94* le 12/02 à 17:22
Quel bonheur, ce jour du 11 février 2007. Enfin un vrai discours de GAUCHE. Depuis tant d'années!!!!!!...

L'idée de financer tout ou partie de stages en France à des jeunes désireux d'apprendre notre langue est avancée, comme le font d'autres pays.

On pourrait également s'appuyer sur les Français installés à l'étranger qui seraient appelés à promouvoir la France.

La France doit se doter d'une stratégie audiovisuelle extérieure (RFI, TV5, CFII...). Nos médias doivent notamment s'exprimer en langues étrangères selon plusieurs internautes (math03, ifordhp5). Le contenu de TV5 est décrié par plusieurs, plutôt repoussoir qu'attractif pour la France et la francophonie (trop culturel, coupé de la réalité), symbole de l'arrogance française. L'idée d'une télévision européenne est avancée. D'autres proposent de s'appuyer davantage, comme les Etats-Unis, sur le cinéma (plfasr) car le siècle est celui de l'image et de l'imagination. Ils rappellent que l'industrie cinématographique est dynamique en France.

Niklavs Auzans propose que les agents des ambassades dans les différents secteurs (éducatif, associatif, économique, culturel, technique, scientifique) soient plus représentatifs de la diversité de la société française.

Les hommes politiques doivent maîtriser plusieurs langues. C'est aussi un signe d'ouverture au monde pour fabrice_r.

Si la France offrait à nouveau une image d'ouverture et de modernité, elle deviendrait plus crédible et utile pour le monde.

La France a vocation à inspirer le reste de l'humanité par le développement de principes universels (estiment plusieurs internautes comme desvignes).

Mais apprenons aussi à apprendre des autres. Les Français doivent admettre que ce n'est que dans l'échange avec les autres pays que la France pourra conserver son haut niveau économique et social.

Plusieurs internautes soulignent la nécessité d'un soutien à la recherche, à l'innovation, aux PME (comme gwen paris ou Pierre Lancien), à toutes les initiatives (henri bekombo)

Pour avoir du poids, la France doit avoir être forte économiquement (plume69).

Pierre Lancien estime qu'il faut soutenir la recherche. Fanito pense que les étudiants doivent faire des stages professionnels à l'étranger.

Paris-Dubai demande des infrastructures pour accueillir les sociétés étrangères, car l'offre crée la demande (idée de gildo).

2. L'Europe et la place de la France

De nombreux internautes réclament une relance de l'Europe. Quelques uns demandent un nouveau traité (winger), moins libéral. Nombreux sont ceux qui réclament une nouvelle constitution (Jacques Ernest), soit en gardant les « bonnes » parties du traité (la Charte des droits fondamentaux surtout, Billy...) soit en renégociant un texte plus social. Tout le monde s'accorde à dire qu'il faut très vite renouer avec les partenaires européens et que les décisions prises par l'UE se répercutent dans nos vies de tous les jours.

Ainsi, **sungemach** prend l'exemple du pouvoir d'achat: « Ne serait-il pas largement conditionné à la bonne santé du marché européen, et surtout à son équité? La politique menée via l'Europe par nos dirigeants successifs (français mais pas seulement) a fait du mal, il est vrai, à une véritable prise en compte du pouvoir d'achat des citoyens, et il faut reconnaître que l'euro n'est sans doute pas totalement étranger à l'augmentation des prix. Mais la solution ne peut que

résider à un niveau européen. Le pouvoir d'achat des Français dépendra de plus en plus de celui de tous les Européens. »

Beaucoup de problèmes peuvent être réglés au moins en partie via l'Europe, c'est le cas de l'insécurité et des problèmes environnementaux.

La constitution et la construction européenne

Les idées foisonnent : Etat fédéral, harmonisation des services et des institutions.

Tout d'abord, Simon insiste pour que l'Europe se construise avec les peuples, par le recours au référendum. Il y a une demande d'appropriation citoyenne du débat sur les affaires extérieures, comme l'a montré l'intérêt des Français pour le débat sur la Constitution. D'où la demande de donner une place plus importante aux peuples (sav8592, Niklavs Auzans).

Sur la constitution, **J.A.L. Carbonneau** se propose de reprendre quelques articles de la Constitution rejetée le 29 Mai 2005 en proposant des modifications.

Pour cet internaute, une constitution doit assurer une protection efficace aux citoyens de toutes les catégories sans exception.

Le rôle de la Banque Centrale Européenne est à revoir et doit être sous contrôle des états et non à la merci de technocrates.

Le rôle du service public est à spécifier sans ambiguïté.

L'économie se doit d'être au service de l'être humain et non celui-ci au service de l'économie.

Une Europe fédérale

- Faire une Europe politique est la priorité pour beaucoup. Le politique doit être le moteur de l'action et non l'économique.

Par exemple, jesar et claudepol proposent d'oser un vrai budget européen et de favoriser la démocratie en Europe (avec des élections le même jour par exemple, et le renforcement des pouvoirs des citoyens et du parlement...). La fin des décisions à l'unanimité est perçue comme un facteur positif, avec une généralisation des votes à la majorité qualifiée. Yannick Serrano imagine une fédération d'Etats avec un nouveau pacte européen à fonder. Cyrille va plus loin en imaginant la fin de la nomination des commissaires européens par les pays : il y aurait un gouvernement européen où les ministres seraient des députés européens ; le chef de ce gouvernement devrait obtenir un vote de confiance au parlement.

Maximilien estime que la création d'un Etat européen permettrait de savoir qui fait quoi et dirige quoi en Europe et les citoyens participeraient pleinement à la vie politique européenne.

La mondialisation est un processus dont on ne peut faire abstraction. La création d'un Etat européen permettrait à l'Europe de s'assurer un poids important et une réelle autonomie face aux Etats-Unis ,mais aussi et surtout face aux grandes puissances émergentes que sont la Chine et l'Inde et qui eux ont peu d'intérêt commun avec l'Europe.

Beaucoup souhaitent conserver un ministère tourné exclusivement vers les questions européennes :

- Renforcer les pouvoirs d'un ministre des affaires étrangères européen (Niklavs Auzans) pour mieux défendre les intérêts généraux de l'Europe.

Alors que 70 % de nos lois proviennent des directives de l'Union, pourquoi ne pas décider courageusement d'avoir un Vice Premier Ministre en charge des questions européennes ? suggère **l'europeén**

- Relancer une Europe de la Défense, avec par exemple, la fusion des états majors et un chef des armées unique (sdrapau, family), la mise en commun de la force nucléaire de la France et du Royaume-Uni ou le développement des missions de maintien de la paix qui donne une image très positive de l'Europe.

Plusieurs intervenants estiment également qu'il faut développer l'Europe des régions (comme BRUTUS, OlivierT), l'échelon le plus pertinent et efficace car à la fois suffisamment important et proche du terrain.

Pour beaucoup l'harmonisation de l'Europe sur une multitude de thèmes est primordiale :

- Créer un vrai Service civil européen est une proposition qui revient souvent. Il existe déjà un Service volontaire européen mais il faudrait le développer ou le généraliser.

Asillard propose de généraliser le service civil volontaire proposé par Ségolène Royal en l'élargissant à l'échelle européenne. Les jeunes européens (garçons et filles) auraient l'obligation de donner 6 mois (en une ou deux fois sur deux ans) pour des travaux d'intérêt général. Ils recevraient une éducation civique européenne et un pécule de 150 euros par mois. Ils seraient encadrés par des militaires et des civils volontaires en activité ou retraités et hébergés, pour la France, dans des casernes ou des locaux industriels réaménagés.

Ils auraient le droit de choisir leur pays d'accueil pour ce service civil.

Cela permettrait de leur donner une véritable conscience européenne, réinjecterait le sens des relations humaines et du civisme et donnerait des cadres communs.

Gongombre pense qu'un tel service permettrait de faciliter l'apprentissage de l'anglais et permettrait aux jeunes de s'enrichir culturellement en rencontrant des gens du même âge issus d'autres pays européens, comme le permet le programme Erasmus.

Sur le plan juridique, il s'agit de doter l'Europe de moyens d'investigation à l'échelle de l'Union. L'affaire Clearstream a souligné le manque de coordination des Etats dans ce type d'affaire. Ainsi, Il est temps de donner au citoyen européen les moyens de vivre en sécurité.

Autre piste, **C.Rat** propose de relancer les Eurodistricts. Lancée par les chefs d'Etat français et allemand, l'idée des eurodistricts devait permettre une coopération transfrontalière particulièrement développée et concrète. En matière de santé, d'urbanisme ou d'éducation (notamment) le potentiel des eurodistricts est énorme, mais en France c'est l'Etat qui bloque. Or la possibilité d'adopter des réglementations communes à titre expérimental est une clef décisive

Pour **xavo** il semble indispensable de :

- créer un système juridique européen avec des enquêteurs capables de poursuivre librement leurs enquêtes sur les 25 pays de l'Union.

- de donner plus de moyens à Europol.

Toujours dans cette idée d'harmonisation de l'Europe, **MANU7681** propose :

- la création d'un SMIC Européen

- la création d'une caisse de retraite européenne.

- une caisse de chômage européenne

- une Sécurité sociale européenne

Maintenant que l'espace économique européen existe, **JPhilippe** estime que la

prochaine étape consiste à rapprocher les services publics

entre Etats, pour créer un espace européen de fonctionnaires et harmoniser davantage les services. Bien évidemment cela doit se faire par étapes, et une première étape pourrait être de favoriser les échanges d'enseignants entre pays. En effet, si dès la classe maternelle, les enfants sont en contact avec des enseignants de langue étrangère qui enseignent dans cette même langue étrangère, par exemple un jour par semaine, la langue ainsi « fréquentée » par les enfants deviendrait quasiment une langue maternelle, ce qui favoriserait la communication entre les différents pays. Il resterait à assurer une continuité sur la langue ainsi apprise, pendant toute la scolarité des enfants ou au moins tout le primaire.

Les études en Europe

Le système d'échange étudiant Erasmus doit être développé et soutenu plus massivement par l'Etat, les universités et par les entreprises qui selon **sungemach** ne tirent pas suffisamment profit de ce programme : « Une fois rentrés en France, forts de leur expérience européenne, les jeunes diplômés ne voient pas ce cursus valorisé comme il devrait l'être par leurs employeurs français potentiels. Alors informons mieux les entreprises et les administrations de l'intérêt pour eux de cibler des profils plus "internationaux", donc souvent plus curieux, plus ouverts, plus réactifs. »

Parmi les autres propositions des internautes, un stage de quelques mois dans un autre pays pourrait être obligatoire pour les étudiants.

Toujours sur le thème de la présence de travailleurs français à l'étranger, **Naoli MARY** fait part de son témoignage : Je suis préoccupé par l'état d'esprit des travailleurs français face à l'étranger, il ne s'agit pas seulement de l'étranger en France, mais du français à l'étranger. J'ai 37 ans et fait à ce jour toute ma carrière à l'étranger, je me rends compte que dans bien des cas la France a beaucoup à apporter grâce à ses inventions et son savoir faire, mais malheureusement souvent ceux-ci restent au niveau des congrès scientifiques et ne passe pas la barrière de la commercialisation. Pourquoi ? Ma condition de conseiller du commerce extérieur me permet aussi de voir qu'en terme d'intelligence économique, nous sommes toujours en retard, malgré les bonnes intentions, peu de choses semblent bouger, et nous avons toujours beaucoup de mal à organiser et à mettre en place la mutualisation de l'information afin d'augmenter nos chances d'entrer et de pérenniser notre présence à l'étranger. Cela fait, à mon sens, aussi partie de la nécessaire stratégie de développement international qui peut relayer et appuyer la politique internationale de la France, voire la devancer. Je suis aussi préoccupé par le peu d'engouement des jeunes pour l'étranger et l'expérience qu'une expatriation peut apporter à l'ouverture d'esprit, parfois liée au manque de sécurité qui est donné dans les entreprises en ce qui concerne l'impatriation des employés ou le manque de flexibilité du statuts pour les entreprises, le marché international est soumis à des règles et des contraintes pour lequel nous devons nous adapter pour être concurrentiel, sur un marché où les ressources humaines, comme les produits, et les approches sont mondiales et où le partenariat doit être réel sur une base de relation de confiance. Il faut bannir les entreprises qui continuent à vouloir faire "des coups", comme au temps des colonies et s'habituer au fait que les conditions fiscales, de travail et autres qui s'appliquent en France s'appliquent aussi de plus en plus à l'étranger et qu'il est normal d'avoir à prendre des dispositions pour les respecter au lieu d'essayer de les éviter et de régler les éventuels problèmes par de la corruption ex ante ou ex post...

- Parmi les autres remarques faites sur le système actuel, la BCE est pointée du doigt Billy propose de modifier les objectifs de la Banque centrale européenne tandis que **Tournier** soutient la position de Ségolène Royal en affirmant que « les gouvernements européens doivent appliquer le « traité de Maastricht qui stipule que les politiques économiques et notamment fiscales doivent converger, auquel cas le rôle de la BCE devra évoluer dans le sens de la Banque Fédérale Américaine, à savoir la lutte contre l'inflation et la recherche de la croissance. »

En matière de symboles forts sur le devenir de la France et de ses partenaires, deux images reviennent souvent :

Angela Merkel et Ségolène Royal, main dans la main, (anthobrest, jedoute, gils), même si les deux pays ont un passé et une culture différents (social-démocratie et consensus contre lutte des classes et socialisme, selon francoisalex). Ségolène Royal et Hillary Clinton (caius, Frédéric B), toutes deux porteuses de valeurs et de beaucoup d'espoir dans les deux pays. En outre, cela permettrait

de renforcer une véritable réconciliation franco-américaine.

Certains contributeurs songent à remplacer le 8 mai ou le 11 novembre par une journée européenne de la paix.

Concernant toujours la place de la France sur le continent, **Notos** pense qu'il faudra que la France trouve du soutien pour contrebalancer l'atlantisme de l'Europe du Nord et de l'Est en faisant en sorte que l'Europe du Sud puisse s'appuyer pleinement sur son socle méditerranéen. Dans cette perspective, il est essentiel que le conflit israélo-palestinien trouve une issue, pour le bien des Israéliens et des Palestiniens, mais aussi afin que tous les peuples méditerranéens puissent se rassembler, quels qu'ils soient, autour d'une organisation régionale.

Grâce à sa position géographique - elle appartient à la fois au Nord et au Sud de l'Europe - la France doit fédérer les pays du Sud tout en re-dynamisant ses rapports avec ses partenaires historiques (Allemagne en tête)

3. Il faut utiliser la mondialisation

Y Serrano souligne le rôle des responsables politiques et des citoyens : « la mondialisation sera ce que l'homme en fera ».

La mondialisation a du positif, comme le dit Campanella . Il suggère de nationaliser les entreprises en difficultés et devant délocaliser. Tout le monde n'est pas d'accord, comme directeur achats ou lucnets qui rappellent l'exemple de la sidérurgie française et qui demandent plutôt d'agir en amont, de « mettre le paquet sur la formation », tout au long de la vie, pour permettre de rebondir.

Toba se demande si on a « raison de croire que le capitalisme est le seul modèle économique possible ». « L'économie libérale est malsaine car elle capte les richesses et le bien vivre pour une minorité » avance plume69. Jesper54 appelle à dire STOP au diktat du libéralisme sauvage et propose une économie de marché « orientée pour répondre essentiellement aux besoins des populations ». Comment la France peut-elle infléchir le cours libéral de la mondialisation ? Seule, elle ne peut rien, il faut donc l'Europe.

Martinus affirme que la mondialisation peut être une véritable chance pour les valeurs humanistes et démocratiques : « La solution communautariste, ultralibérale et populiste de Bush , reprise par Sarkozy serait une régression tragique ».

L'OPA de Mittal sur Arcelor, a été un réveil douloureux (Lucnets) qui a fait prendre conscience aux Français que les pays « émergents » disposent aussi d'entreprises de taille mondiale.

Pourtant, doit-on empêcher que des pays convergent vers le standard de vie occidental ? babiche propose de se mettre au travail pour collaborer avec eux au lieu de donner des leçons.

DRIUTTI propose la création d'un label social. Le label social informe le consommateur, que le produit a été fabriqué par des entreprises qui respectent un minimum de règles vis à vis de ses salariés et de leurs conditions de travail.

L'idée de ce label est qu'elle promeut une production socialement responsable à travers le monde entier et répond ainsi aux problèmes de la mondialisation. En effet, en permettant à toutes les entreprises, et notamment celles implantées dans les pays du tiers monde, de signaler qu'elles fabriquent leurs produits en respectant un minimum de règles humaines et sociales, le législateur, à travers une loi qui n'entrave pas la libre concurrence, permet aux entreprises et aussi aux consommateurs de devenir de véritables locomotives sociales comme cela a été le cas dans nos pays industrialisés à la fin du 19ème et tout au long du 20ème siècle.

Pour cela chaque pays, voire l'Union Européenne, doit adopter une loi permettant aux entreprises de faire apparaître sur leurs produits le pictogramme signalant que les produits ont été élaborés dans le respect des conventions fondamentales de l'OIT, comme par exemple : ne pas faire travailler des enfants, pas de travail forcé, respect de l'hygiène et de la sécurité, pas de discrimination (hommes/femmes, ethnique ou religieuse,...), droit de réunion et de parole (syndicats), temps de travail limité, droit à des congés maladie et maternité,

rémunération minimale décente.

Le label revêt un triple intérêt : il permet aux consommateurs d'identifier le produit, aux entreprises de valoriser leur démarche (amélioration de l'image de marque) et aux pays en voie de développement de bénéficier d'initiatives privées entraînant une amélioration de leurs conditions sociales et économiques, et donc au final d'aider au développement de ces pays. A terme, le respect des conventions de l'OIT aboutira à une plus grande stabilité politique, à une plus grande équité dans le jeu de la concurrence et à contrer les effets du dumping social qui tendent à niveler les conditions de travail et de vie par le bas.

On peut dès lors se poser la question si une telle loi instaurant le label social serait en contradiction avec les législations de l'OMC (Organisation mondiale du Commerce) et du TBT (Technical Barriers to Trade) ?

La réponse est non et cela pour deux raisons :

- L'article 1er § 1 du GATT (GATT = General Agreement on Tariffs and Trades)

Rien n'interdit de vendre des produits sans le label social. Le consommateur est libre de faire son choix entre les produits qui le portent et les autres. Aucune discrimination n'est opérée entre les différents pays. Par conséquent, l'octroi ou non d'un tel label social ne saurait être considéré comme une violation de l'article 1er § 1 du GATT.

- L'article XI du GATT

On pourrait considérer ici qu'un pays qui voterait une telle loi pourrait être incriminé d'appliquer extra-territorialement sa législation.

On pourrait considérer ici qu'un pays qui voterait une telle loi pourrait être incriminé pour appliquer extra-territorialement sa législation. Cependant, la mesure d'une telle loi ne vise pas à interdire l'importation de produits en provenance de pays ne respectant pas certaines législations sociales, mais à établir un label non obligatoire de surcroît, pour les distinguer. Il n'y a par conséquent pas de violation de l'article XI du GATT.

Partant du principe qu'il est impossible, et d'ailleurs contraire aux règles de l'OMC, d'instaurer des taxes dites sociales, qu'il est aussi impossible d'instaurer une règle mondiale imposant au pays du tiers monde à mettre en place un code du travail et un système de protection sociale similaires à ceux de nos pays, que ces pays n'évolueront que très, très lentement, le label social est le seul et unique moyen, me semble-t-il, qui puisse entraîner les pays émergents vers un niveau de vie correct pour ses habitants et à terme similaire aux nôtres.

4 Politique étrangère / Immigration /. Coopération Nord - Sud / Droit international

Connais toi toi-même ...

Il faut d'abord bien se connaître soi-même pour être ouvert aux autres (JulienG), la France doit faire une introspection profonde. A ce sujet prévient golsir, la réalité n'est pas celle imaginée, nous menons une politique d'exclusion volontaire (sous le poids des idées de la droite et de l'extrême droite). La situation de la France par rapport aux droits de l'homme devient « insoutenable » insiste fabrice_r, (immigrés sans papiers, prison, centre de rétention, détention préventive prolongée...).

Lucnets rappelle les difficultés d'intégration à cause des discriminations, de la panne de l'ascenseur social. Il dénonce le contournement de la carte scolaire. Il défend les quotas dans les grandes écoles et pourquoi pas dans les entreprises.

La politique d'immigration choisie « salit l'image de la France » pour golsir. La France ne se grandit pas en « classant ses immigrés en bons ou en mauvais » (sall), la gauche doit sortir de son mutisme.

Il faut aussi s'attaquer aux employeurs (Benoit Lenz) car avec l'immigration

clandestine, c'est une population « corvéable à merci ».

L'immigration est « un facteur de croissance économique plus qu'un frein » pour Billy.

camilleri propose une immigration « juste », un discours de vérité et de courage : une fermeture provisoire pour régulariser les sans papiers, un contrat pour les arrivants (avec droits et devoirs). La politique des quotas par nationalité ou profession compte quelques défenseurs (Gauthier...)

Lucnets parle de « donnant-donnant » mais rappelle que les Français ont des devoirs pour réussir l'intégration.

La France est incapable d'accepter même les immigrés européens qui veulent travailler (pmarmot, francoisalex). Niklavs Auzans propose de mettre en œuvre une authentique politique d'intégration des communautés immigrées, fondée non sur l'assimilation mais sur l'échange et le partage. Alex_la_leviathan rappelle que c'est la politique de fermeture des frontières qui oblige les immigrés à s'installer dans notre pays. Avant le milieu des années 70, les allers et retours au pays étaient autorisés et fréquents.

La France doit continuer à être « une terre d'accueil pour tous les citoyens du monde » qui partagent nos valeurs (nicomaz).

Le fait de savoir si la France est toujours le pays des droits de l'homme est débattu (chowbiz, julienG...). Car la France n'est pas toujours un modèle. Yannick cite notre politique étrangère, souvent de la « real politique », par rapport à nos intérêts économiques (pétrole, vente d'armes, marchés).

La France est souvent perçue comme moralisatrice, pleine de « suffisance » ; Yannick souligne que « l'universel n'est pas le monopole français ». Ce qui était un temps l'apanage de la France (démocratie, droits de l'homme) est désormais partagé par de nombreux pays (Niklavs Auzans). Il faut l'accepter et s'en réjouir.

Les contributeurs pointent du doigt plusieurs zones du monde vers lesquelles une politique étrangère forte doit être menée :

L'AFRIQUE

Zenitude93 réclame un vrai partenariat avec l'Afrique, gwadiana97 et realworld proposent un plan Marshall pour aider nos anciennes colonies.

L'abandon de toute realpolitik est avancée , en arrêtant le soutien à des régimes non démocratiques ou corrompus. jeandenis75 rappelle en même temps notre responsabilité dans des guerres en Afrique. Mais Remy écrit qu'il ne faut pas abandonner les populations qui souffrent (Soudan ou autre). Il ajoute : « renoncer à se mêler des affaires du monde, c'est accepter qu'au minimum d'autres le fassent à notre place ».

« L'argent que la diaspora africaine envoie sur le continent représente le double de "l'aide au développement" et pourtant la misère progresse car le mal est profond et ce mal là se soigne à la racine. » souligne **lawson**

Dans le même ordre d'idée, **Bernard24** prône une intervention occidentale en Afrique pour « donner les moyens à de vrais leaders démocrates d'émerger et de porter le destin de leur peuple » et « capables de prendre les rênes de leur pays »

De ce fait, se pose alors la question de l'ingérence et de la légitimité de la France à intervenir sur la politique intérieure d'un état.

Pour **Marianne2**, il faut rompre avec la Françafrique et les détournements de l'aide au développement au profit des régimes corrompus africains dont la France achète la complaisance. Plus généralement, toujours selon **Marianne2**, il faut sortir la politique africaine de la France de l'opacité dans laquelle elle est sciemment maintenue.

La question du Darfour est également très souvent évoquée et on exige des réponses et des actions claires sur le sujet. Le parallèle avec le massacre rwandais est naturellement fait et on espère que le conflit du Darfour sera mieux géré par la France. **Bernard24** suggère que la France prenne une initiative diplomatique et militaire au Darfour et affirme que le choix du ministre des affaires étrangères sera stratégique.

L'Iran, les droits de l'Homme et le nucléaire ...

Plusieurs internautes condamnent la politique nucléaire de l'Iran aussi bien sur le plan civil que militaire mais également soulignent que le danger vient aussi de l'absence de droits pour la population et des exactions multiples.

Amalric rappelle que l'Iran a violé le Traité de non prolifération, malgré les nombreux rappels à l'ordre de l'AIEA, il doit lui être appliqué des sanctions, ce pays ne doit pas bénéficier de coopération dans le cadre du nucléaire civil, ayant continué ses provocations en installant plus de 300 centrifugeuses malgré les sanctions du conseil de sécurité des Nations Unies. Le peuple iranien mérite une autre politique, il l'a déjà exprimé lors des dernières élections municipales. Renoncer au nucléaire, c'est pour ce pays la seule manière de ne pas choisir la guerre pour son peuple selon cet internaute.

Beaucoup de contributeurs rappellent que le problème iranien ne se résume pas seulement la bombe Le plus grand danger pour l'humanité n'est pas seulement la bombe mais l'exportation du terrorisme, de l'intégrisme religieux, avec son cortège de violations des droits de l'homme et l'exécution de tous les opposants. Ainsi **Tartas Claude** rappelle que les religieux intégristes de l'Iran, exécutent après des tortures abominables des centaines de prisonniers politiques dont des adolescents dans la plus grande indifférence médiatique. Il ajoute qu' en 2006 l'Iran a été condamné pour la 53ème fois par une résolutions de la commission des droits de l'homme de l'ONU, et par toutes les ONG défenseurs des droits de l'homme, reporters sans frontières etc... pour traitement inhumains, dégradants et violation des droits de l'homme Ces victimes n'ont pas le lourd passé de Saddam. Cela se passe entre musulmans chiïtes.

Les médias ne cherchent pas à s'aventurer dans ce pays, certains journalistes y ont perdu la vie pour seulement avoir photographié la prison d'Evin à Téhéran et les ambassades européennes n'ont même pas protesté, alors dormons en paix n'égratignons pas nos consciences en cherchant à savoir.

Aide au développement

Billy propose de favoriser l'action de nos seniors expérimentés dans les pays en développement. Sirius propose un programme de développement notamment sur l'énergie (diffuser les énergies renouvelables au Sud).

La suppression de la dette est voulue par beaucoup.

L'aide publique au développement s'appuiera à l'avenir sur les régions avance Sabine, qui rappelle les vertus de la coopération décentralisée qui, par l'ouverture sur l'extérieur et la confrontation des expériences, génère un renforcement des compétences.

Pour realworld, il faut diffuser les médicaments, se centrer sur des projets d'intérêts généraux, afin d'assurer les besoins primaires pour fournir un socle solide de développement (eau, agriculture, transport...).

Les limites de l'aide au développement sont également pointées, notamment envers les pays africains pour la santé et l'éducation. Il y a certes des raisons locales, prévient Paulhac Jean-Pierre mais aussi d'autres qui tiennent à la relation France-Afrique. L'internaute estime que « ces pays restent considérés comme appartenant à la sphère d'influence française, où l'on est passé de la colonisation à la coopération sans vraiment de changement. Il faut dépasser notre histoire pour inventer un autre mode de relations avec l'Afrique ». Il propose une Agence de coopération européenne, pour éviter l'éparpillement de l'action qui souvent nuit à l'efficacité.

Samuel propose de revenir à des coopérations qui aillent vraiment dans le sens de l'aide aux plus démunis. Le système français souffre de plusieurs faiblesses

et notamment le manque de continuité dans les programmes de coopération. La France peut être solidaire des pays en développement en construisant la coopération avec eux, et non en l'imposant.

Il faut également les aider dans la lutte contre la corruption rappelle savduvar.

Mise en place de partenariats et d'alliances stratégiques

Beaucoup de contributeurs comme **ogodhay** soulignent l'urgence de mettre en place des alliances (commerciales, politiques et autres) stratégiques pour redéfinir un équilibre entre les forces politiques en présence. Ces alliances permettraient de redéfinir le poids de l'Europe et de ses partenaires face aux pays émergents (Chine) et aux Etats-Unis.

AFRIQUE

Selon **lawson**, Ségolène Royal doit envoyer un signe très fort aux africains en créant une nouvelle alliance France- Afrique et cette alliance sera conclus avec les pays qui respecte leur peuple, les règles démocratiques, et la bonne gouvernance économique en créant le club France-nouvelle Afrique. A l'heure actuelle seuls des pays comme le Bénin, le Sénégal, le Mali, le Ghana, Afrique du sud, et peut être le Niger méritent de faire partir du club car dans tous ses pays on a observer le respect de la règle d'alternance (la constitution n'a pas été dénaturée pour mourir au pouvoir)

AMERIQUE DU SUD

De la même manière que pour l'Afrique, beaucoup d'internautes estiment que la France et l'Europe doivent établir de nombreux partenariats avec l'Amérique du Sud. C'est le cas de **Monteils** qui estime que nous devons aider le continent dans son émancipation.

Toujours dans cette optique de créer des zones stratégiques pour l'équilibre des forces en présence, **JPhilippe** pense que le Moyen-Orient a besoin lui aussi d'être fédéré en une entité plus vaste. Je crois que l'Europe aurait tout à gagner à favoriser la création de ce pôle avec la Turquie comme élément fondateur. Certes serait en quelque sorte une résurrection de l'empire ottoman, mais est évident qu'une entité économique ou moins au départ, qui regrouperait petit à petit le Liban, la Syrie, la Jordanie, Israël, l'Irak, Iran, les Emirats et l'ensemble du monde musulman formerait un pôle stratégique nécessaire à l'équilibre du monde.

Afin de développer une véritable politique de coopération internationale, **AlexisMaccani** lance plusieurs pistes :

- Taxations ciblées aux frontières afin de développer les marchés intérieurs aux pays en difficulté
- Echange de compétences
- Annulation de la dette
- Taxation des flux financiers à caractère spéculatif
- Politique d'accord internationaux pour donner force de sanction aux normes de l'OIT.
- Développement du commerce équitable
- Soutien inconditionnel à l'Amérique du Sud dans son émancipation économique

L'ONU

Beaucoup estiment indispensable que l'ONU revienne au centre du jeu. Pour cela, elle a besoin d'être réformée, notamment son conseil de sécurité : pour prapin, il ne devrait plus y avoir de membres permanents avec droit de veto. Il est nécessaire de mieux représenter toutes les régions du monde au conseil de

sécurité. D'accord, dit NODRAC, mais il fait remarquer que face à la proposition de donner un siège permanent au Japon ou à l'Allemagne, « la puissance économique n'est pas encore reconnue comme un critère valide en matière d'autorité morale ».

> Forum associé

[Guide du forum](#) | [Charte de modération](#) | [Mentions légales](#) | [Nous contacter](#) | [Creative Common](#) | [Statistiques](#) | [Crédits](#)